

Investir dans le capital humain pour accélérer la transition verte

Le 14 avril 2023, 40 pays ont pris part au Conclave ministériel sur le capital humain à l'occasion des Réunions de printemps afin de discuter des priorités politiques et des solutions afin de **préparer les populations aux effets du changement climatique et leur donner les moyens de conduire la transition vers une économie plus durable, résiliente et inclusive.**

MESSAGES CLÉS

Il est essentiel d'investir dans le capital humain pour aider les populations à s'adapter aux chocs climatiques et à renforcer leur résilience.

- **Les gouvernements** peuvent favoriser la résilience et la capacité d'adaptation des populations face à l'évolution du climat en prévoyant une marge de manœuvre budgétaire pour protéger les investissements essentiels en capital humain, en élaborant des programmes de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe adaptés au climat et en créant des systèmes de santé et d'éducation plus résilients.
- **Le Groupe de la Banque mondiale** peut soutenir les programmes et approfondir la base d'évidences qui lient le capital humain et l'adaptation au climat. Il s'agit par exemple de filets de sécurité sociale adaptatifs et de systèmes de prestation de services de base plus solides.

Pour assurer une transition juste et réussie vers une économie à faibles émissions de carbone, il faut donner aux citoyens les moyens de participer aux solutions climatiques et de bénéficier des nouvelles opportunités qui se présentent.

- **Les gouvernements** peuvent atteindre leurs objectifs en matière de climat et de développement en investissant dans le capital humain afin d'atténuer les effets du changement climatique, y compris l'éducation pour catalyser

les innovations vertes, et dans le recyclage et l'amélioration des compétences pour l'emploi dans les énergies renouvelables, mais aussi dans l'agriculture durable, la sylviculture, le tourisme et d'autres secteurs.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** peut appuyer l'élaboration de politiques nationales fondées sur des données probantes en matière de transitions vertes équitables et à la mise en place de stratégies nationales de développement.

L'ampleur du financement du climat et du capital humain nécessite des réformes, de nouvelles plateformes et des partenariats pour attirer les ressources.

- **Les gouvernements** peuvent prioriser les dépenses en capital humain, y compris la réallocation des subventions à l'énergie régressives, et favoriser un environnement propice aux flux financiers privés pour relever les défis liés au capital humain et au climat.
- **Le Groupe de la Banque mondiale** peut aider les pays à réaliser des investissements stratégiques, continuer à élargir ses objectifs de financement du climat et ses activités de plaidoyer, et attirer des capitaux privés pour l'investissement en capital humain grâce à de nouveaux instruments de financement du climat.



La ministre sénégalaise de l'Économie, de la planification et de la coopération et présidente en exercice du Réseau sur le capital humain, Son Excellence Mme Oulimata Sarr, a ouvert l'événement. Les ministres des finances, du budget et de la planification du Costa Rica, de l'Égypte, du Nigeria, de la République centrafricaine, du Timor-Oriental, des Maldives, de la Moldavie et de la Tanzanie ont partagé leurs expériences nationales au cours des échanges. M. Axel van Trotsenburg, directeur général chargé des politiques de développement et des partenariats du Groupe de la Banque mondiale, a animé la discussion liminaire sur les politiques. Le président du Groupe de la Banque, M. David Malpass, s'est joint à la discussion de clôture en compagnie de Mme la ministre Sarr. Mme Mamta Murthi, vice-présidente de la Banque chargée du développement humain, a présidé cet événement.

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

La vice-présidente Mamta Murthi a ouvert l'événement en souhaitant la bienvenue au nouveau membre du Réseau pour le capital humain, à savoir la Cisjordanie et Gaza, et en célébrant l'étape

franchie par ce réseau qui compte désormais 87 économies membres. Mme Murthi a également souligné deux idées centrales : l'adaptation au changement climatique exige que les pays en développement donnent la priorité aux investissements dans le capital humain ; et ces investissements sont essentiels pour avoir les compétences et les comportements nécessaires à la transition vers une économie verte.

Mme la ministre Sarr a invité les autres membres du réseau à déterminer la manière dont ils apprennent les uns des autres et à collaborer pour agir sur le capital humain et le climat. Évoquant les leçons tirées du dernier conclave, elle a souligné que les transformations passent par la collaboration avec les partenaires pour créer des politiques qui permettent d'améliorer les moyens de subsistance des populations ; l'investissement dans l'éducation, la formation et la santé des populations afin qu'elles aient les compétences et la capacité de contribuer au changement ; l'accroissement des financements pour le développement et le climat ; l'amélioration de l'accès à la technologie ; et la disponibilité et la résilience assurées des infrastructures de base.

DISCUSSION LIMINAIRE

M. Axel van Trotsenburg, directeur général sénior, a introduit la discussion en parlant de la nécessité de prendre en compte le capital humain pour s'adapter au climat, atténuer ses effets et assurer une transition juste. Avant d'aborder les questions aux pays sur leurs propres défis et réponses, M. van Trotsenburg a souligné que les investissements en capital humain peuvent être un canal important qui permet aux pays de stimuler l'action climatique et que nous devons veiller à ce que les populations restent au centre de toutes les initiatives.

Le ministre Acosta du Costa Rica a relevé que les Costariciens ont le droit constitutionnel à l'éducation, à un environnement sain et à l'accès aux soins de santé universels, ce qui illustre le lien qui existe entre la protection de l'environnement et le développement humain. Le Costa Rica a un accès quasi universel à l'électricité renouvelable et à l'eau potable. Il a également augmenté son couvert forestier tout en tenant compte de l'agriculture et la gestion des ressources naturelles à l'aune de la sécurité alimentaire et de l'emploi. Il a conclu que la poursuite d'un développement économique inclusif et le maintien des engagements environnementaux dépend des partenariats multilatéraux et de la résilience fiscale.

La ministre Al-Mashat a parlé du travail de l'Égypte sur le capital humain dans les domaines de l'adaptation, de l'atténuation et d'une transition juste.

La COP27 a démontré que toutes les parties prenantes doivent contribuer à passer des promesses aux engagements, la Plate-forme nationale égyptienne pour l'interface entre l'eau, l'alimentation et l'énergie (NWFE) constituant un exemple d'une plateforme nationale extensible à l'échelle et reproductible qui fournit des projets d'atténuation et d'adaptation bancables. Avec le soutien de son Cadre de partenariat pays de la Banque mondiale (CPP) et son Rapport national sur le climat et le développement (CCDR), l'Égypte montre comment les pays peuvent atteindre des objectifs nationaux conformes aux engagements mondiaux, établir des partenariats pour un financement plus équitable du climat et renforcer les structures de gouvernance climatique.

La ministre Ahmed a expliqué que le Nigeria a récemment été confronté à des inondations et à des épidémies de choléra qui ont entraîné la perte de vies humaines, le déplacement forcé de 2 millions de personnes et la déscolarisation de 1,5 million d'enfants. Le Nigeria a réagi à ces événements climatiques par l'entremise des autorités gouvernementales, notamment son agence nationale de gestion des urgences, et a lancé un programme d'hygiène et d'assainissement. Pour renforcer sa résilience à long terme et son développement durable, le Nigeria a lancé un programme de développement du capital humain en 2018 pour travailler avec le secteur privé à travers les communautés et différents échelons du gouvernement.

TABLE RONDE

En tant que modératrice, **Mme Mamta Murthi** a fait ressortir les thèmes essentiels des expériences nationales partagées lors de la table ronde. En ce qui concerne l'adaptation et les chocs climatiques, elle a mis en exergue les messages cohérents sur la gestion des risques de catastrophe et les filets de sécurité sociale adaptatifs pour une réponse immédiate, ainsi que l'espace fiscal, les compétences vertes et les systèmes de prestation résilients. Dans le cadre de l'atténuation, Mme Murthi a noté que les intervenants ont mis l'accent sur l'investissement dans les compétences humaines afin de les préparer à de nouveaux emplois verts, à l'écologisation de l'infrastructure sociale et au partenariat avec les communautés qui se détournent des combustibles fossiles. Elle a également souligné l'importance de nouvelles sources de financement du capital humain, y compris en faisant appel au secteur privé et en réaffectant les dépenses existantes.

Le ministre Ndoba a expliqué que le changement climatique contribue aux mauvais résultats en matière de capital humain en **République centrafricaine**, comme en témoignent ses mauvais classements dans l'indice du capital humain et dans l'indice de l'initiative d'adaptation mondiale de Notre Dame. Les mesures visant à renforcer la résilience, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres acteurs, devraient inclure l'extension du programme de filets de sécurité nationale, la transformation de

l'agriculture pour que les populations puissent passer à des moyens de subsistance moins exposés au climat, l'investissement dans la sylviculture durable pour préserver la biodiversité dans la forêt du bassin du Congo, et l'accroissement du financement du carbone en Afrique.

Le ministre Gomes a déclaré qu'après que le **Timor-Oriental** a été confronté à la pandémie de COVID-19 et au cyclone de 2021, les transferts monétaires, les programmes alimentaires et les mesures de relance ont stimulé la reprise économique et protégé les personnes les plus vulnérables. Son expérience montre que l'atténuation des catastrophes et le financement des mesures d'urgence doivent être intégrés dans les cycles de planification et de budgétisation. Le Timor-Oriental continuera à enregistrer des progrès en ce qui concerne les marqueurs budgétaires climatiques. Des données de ménages et un suivi plus solides devraient permettre de mieux cibler l'aide et de mesurer la réussite.

La vice-ministre Muneer des **Maldives** a parlé du changement climatique comme d'une priorité pour le programme de développement du pays, comme cela ressort de son Cadre politique pour le changement climatique, sa stratégie intégrée de financement climatique sensible au genre et un Fonds vert destiné à financer l'adaptation et l'atténuation. Les partenariats avec la Banque mondiale dans le cadre du projet de services de main-d'œuvre durables et intégrés, du projet d'environnement propre des



Maldives et du projet d'amélioration de l'employabilité et de la résilience des jeunes des Maldives soutiennent la main-d'œuvre locale face aux chocs et créent une approche de transformation des déchets en richesses pour apprendre aux jeunes comment mettre en place une économie circulaire et durable. En ce qui concerne le côté santé du capital humain, les Maldives collaborent avec la Banque pour se préparer aux futurs chocs et impacts climatiques en améliorant la cybersanté et la prestation globale de soins de santé dans le cadre de son Projet d'intervention d'urgence contre la COVID-19 et de préparation des systèmes de santé.

Faisant écho à l'expérience d'autres pays en matière de réformes respectueuses du climat en réponse aux crises, **la ministre Sirețeanu de Moldavie** a souligné que la récente flambée des prix de l'énergie a incité à modifier la consommation en faveur d'une plus grande efficacité énergétique et d'une plus grande concentration sur les énergies renouvelables. La Moldavie a utilisé un Fonds de réduction de la vulnérabilité énergétique comme mesure clé de protection sociale pour aider les ménages touchés par les chocs. Pour l'avenir, la Moldavie se dotera de réserves fiscales et augmentera les sources d'énergie alternatives.

La ministre Salum a souligné le leadership de la **Tanzanie**, qui a accueilli le Sommet des chefs d'État

africains sur le capital humain en juillet, affirmant que le pays reconnaît que le changement climatique réduit à néant les progrès du développement humain et empêche les gens de réaliser pleinement leur potentiel. La Tanzanie s'est engagée à réduire la pauvreté grâce au développement du capital humain et a construit de nouvelles infrastructures de santé et d'éducation. La Tanzanie espère continuer à travailler avec la Banque et d'autres partenaires sur la protection sociale.

CONVERSATION ENTRE LE PRÉSIDENT MALPASS ET LA MINISTRE SARR

À la fin de l'événement, **le président M. David Malpass** a engagé un dialogue avec **Mme la ministre Sarr** sur la manière dont le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à investir plus rapidement et plus intelligemment dans le capital humain en vue d'une transition écologique.

Mme la ministre Sarr a dans un premier temps demandé comment la Banque pouvait contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes grâce à des outils permettant d'identifier et de hiérarchiser les actions climatiques sur les investissements en capital humain. Le président Malpass a indiqué que l'initiative concernant les

Rapports nationaux sur le climat et le développement Reports (CCDR) est un instrument clé pour ce qui est d'aider les pays à trouver les voies les plus efficaces en matière d'atténuation et d'adaptation. Ces rapports ont été produits dans 25 pays et le seront dans 41 autres pays. M. Malpass a également fait état des conclusions du CCDR du Bangladesh selon lesquelles les zones les plus exposées aux risques naturels ont connu une baisse plus lente de la pauvreté, expliquant que ce type d'évidences provenant des CCDR et d'autres partenariats et analyses de la Banque concernant le climat et le capital humain peuvent guider les efforts de résilience et rendre les investissements plus stratégiques.

La deuxième question portait sur la manière dont les innovations en matière de financement du climat mises en œuvre à l'échelle mondiale par le Groupe de la Banque mondiale et d'autres acteurs peuvent mobiliser des ressources pour promouvoir de bons résultats pour le capital humain au niveau national. Le président M. Malpass a souligné l'engagement de la Banque à accroître rapidement le financement en dépassant son objectif de financement du climat de 35 % de l'ensemble des financements fixé dans son plan d'action sur le changement climatique, y compris le financement record de l'adaptation, qui représente environ la moitié de son financement du climat. Il a noté que même si les meilleurs investissements diffèrent d'un

pays à l'autre et peuvent nécessiter des compromis, la Banque mondiale reconnaît l'importance de la promotion et de la création de nouvelles plateformes pour obtenir à la fois des financements plus concessionnels et des fonds du secteur privé. En réponse aux besoins du secteur privé en matière de réductions d'émissions vérifiables, la Banque intègre ses expériences de projets pilotes tels que l'obligation liée à la réduction des émissions au Viêt Nam dans son fonds multidonateurs SCALE pour un financement climatique axé sur les résultats.

PERSPECTIVES D'AVENIR

La vice-présidente Mamta Murthi a conclu l'événement en remerciant les orateurs pour leurs contributions et le président M. David Malpass pour son plaidoyer en faveur des investissements dans le capital humain en tant que bien public mondial. Mme Murthi a également invité les participants à assister à l'événement ouvert au public du 14 avril 2023 auquel prendront part des intervenants tels que la lauréate du prix Nobel Mme Esther Duflo et M. Andrew Steer, président-directeur général du Bezos Earth Fund.

POUR EN SAVOIR PLUS : Consultez l'enregistrement de la discussion en panel ouverte au public et diffusée en direct.

